

Introduction

L'une des suspicions souvent adressées à la réussite de la fédération en Afrique réside dans le fait que le continent soit le lieu de prédilection des conflits, des guerres et d'un «genre de terrorisme». Cette présentation traite de ce genre de terrorisme. Dès la première section, nous introduisons leurs formes de prolifération et leurs modes d'expansion. Les réactions des États d'Afrique sont par la suite présentées et étudiées dans la section suivante. Dans la troisième section, l'unité des États est présentée comme solution à la prolifération des conflits et à l'expansion du terrorisme en Afrique. Finalement des remarques concluantes nous ont fourni l'occasion de décrire le processus de fédération que nous proposons.

Les conflits et le terrorisme en Afrique

Les crises les plus marquantes en Afrique, aujourd'hui, se situent au Mali, au Soudan du Sud, en Lybie, en Somalie ainsi qu'au nord du Nigeria et dans son voisinage. Le Mali a failli assister impuissamment et définitivement à la subdivision de son territoire sous la rébellion Touareg allié aux groupes islamistes. Il a été sauvé in extremis grâce à l'intervention de la France⁵. Au centre, le Soudan du Sud est en train de faire regretter à l'ONU et aux États-Unis d'Amérique leur soutien dans la mise en place de cet état. En effet, l'indépendance du Sud Soudan a été scellée par un référendum avec un succès éclatant de 98,83% suivi de la proclamation officielle à Juba en juillet 2011. À l'est, la Somalie, tourmentée dans les années 1990 par les factions politiques, continue à se chercher. Le népotisme officiel ainsi que la corruption ont ébranlé la confiance envers le gouvernement central. La guerre a contribué à la déliquescence socio-économique et à la fragmentation de l'État. Elle est le terrain de prédilection et de formation de terrorisme avec la présence du groupe Al-Shabbaab. Au nord, avec la révolution timidement débutée en Tunisie durant le printemps 2010, la région de l'Afrique du Nord s'est embrasée. Après les débâcles des présidents de Tunisie et d'Égypte, la Lybie a vécu pendant huit mois une situation presque chaotique. Les armes à distance les plus sophistiquées y ont été expérimentées. Les balbutiements de ces crises continuent à se ressentir dans tous les pays du Nord de l'Afrique. Pourtant cette région, réputée être la plus stable, la plus calme et la plus économiquement fiable de l'Afrique, n'avait dévoilé aucun signe de sa subite ébullition. Tout semble indiquer que les conflits ne risquent pas de démanier leurs sièges bien ancrés en Afrique. Devant ces volcans latents ou en ébullition, les dépenses militaires ont occupé une priorité au détriment des questions socio-économiques insufflées par la demande populaire.

Les réponses des États Africains

Les réponses des États d'Afrique à ces crises sont souvent hésitantes et mal programmées. Cette attitude d'indécision s'est le plus ressentie durant la crise malienne. Même si une force d'intervention l'Ecomog existe en Afrique de l'Ouest⁶, la mise en place d'une force d'intervention dépendant de l'ONU a pris plus d'un an. Entre temps, la France a eu tout le temps d'intervenir et rétablir un ordre instable. Cette indécision sur le plan diplomatique a également fait échouer la médiation de l'UA (Union Africaine) pour éviter la guerre en Lybie. En effet, elle a eu lieu quelques jours avant l'intervention militaire déjà annoncée de la coalition européenne. Avec la crise de la Centrafrique, la mise en place d'une force d'intervention rapide a été proposée comme solution. Cependant, cette force salvatrice tarde encore à voir le jour. Une tentative est en train de s'effectuer pour contrer le terrorisme destructeur de la secte de Boko Haram. D'ailleurs, les pays frontaliers sont en train de conjuguer leurs forces pour se débarrasser de cette gangrène. Notons que ces démarches ne constituent que des solutions à court terme.

De plus, les Etats risquent d'accroître leurs dépenses militaires pour prévenir et mieux se sentir à l'abri. En conséquence, les questions socio-économiques risquent de passer au second plan. Les palmarès honorables des États Africains, par rapport au taux de croissance observés durant ces cinq dernières, risquent d'être classés dans les oubliettes.

La stratégie fédérative

La fédération constitue un élément catalyseur pour rétablir et maintenir la paix en Afrique. En effet, dans le cadre de la fédération⁷, la rébellion serait moins justifiée car les barrières frontalières disparaîtraient pour favoriser l'épanouissement des peuples et cultures. Les Touareg n'auraient aucunement besoin de diviser tous les pays dans lesquels ils se trouvent pour constituer l'Azawad, région naturelle considérée comme le berceau des Touareg. Avec l'existence d'une justice fédérale commune, les différents frontaliers auraient été réglés par l'ingéniosité et la loi plutôt que par les armes. La fédération aurait fait avancer les pourparlers de paix en réunissant plus facilement les intervenants régionaux afin de donner plus de chance à la paix. La prospérité résultante et l'espoir naissant d'une forte puissance africaine aurait facilité la fin du cycle d'instabilité.

Réduction des dépenses militaires dans la fédération

La course effrénée aux dépenses militaires a détourné les priorités des pays africains du secteur social vers les dépenses militaires. En considérant les données de l'année 2006⁸ fournies par la banque mondiale, la part des dépenses militaires était très élevée en Afrique avec une moyenne de 3 % tandis que la mondiale est de 2 %.

Stratégie de réduction.

L'État fédéral avec une force militaire unifiée aurait favorisé la réduction des dépenses militaires de chaque pays sans affecter la défense des souverainetés territoriales. La stratégie de réduction consisterait à cibler la moyenne mondiale de 2% du PIB par une réduction de 1% du taux moyen africain approximativement de 3 %. Ainsi chaque pays devrait dans la première année de la fédération réduire du tiers ses dépenses militaires. En 2006, la stratégie de réduction sur la base de la moyenne mondiale aurait consisté dans la première année à une diminution ramenant la moyenne africaine à 2.18. Comme les pays africains sont comptés dans la moyenne mondiale, ceci aurait impliqué sa baisse jusqu'à 1.7% dans la condition qu'aucun changement ne soit enregistré au niveau du reste du monde. La poursuite de cette moyenne mobile impliquerait une convergence vers un taux de 1.5 %. L'unification des forces devrait permettre la réduction des dépenses militaires individuelles. Les forces militaires, effectivement positionnées dans chacune des cinq régions, auront la charge de protéger l'ensemble du territoire fédéral. Ainsi, nous percevons à travers les dépenses militaires l'avantage des pays africains à s'allier par le biais de la fédération.

Conclusion

Cet exposé présente l'union comme solution à la prolifération des conflits et du terrorisme en Afrique. Cette stratégie permet d'éliminer la porosité des frontières entre les différents états. La démarche proposée est une union d'États qui repose principalement sur des principes de base fondés sur leurs consensus actuels avec la souveraineté et l'entité de chaque pays respectées. Le processus, de forme pyramidale⁹, est basé sur la création indépendante et séquentielle des cinq états régionaux. L'ultime étape du processus vers l'État d'Afrique, devrait découler d'une décision politique de l'UA. Sous l'effet de démonstration, l'existence d'union d'États devrait avoir une incidence sur les votes des membres de l'UA.

Mots clés : Fédération africaine, conflits, terrorisme, États-Unis d'Afrique, dépenses militaires.

Références bibliographiques

- Banque Mondiale, (2006). Données sur les dépenses militaires (% PIB) dans le monde. www.banquemondiale.org
- Diop Cheikh Anta, (1960). Les fondements culturels techniques et industriels d'un futur État fédéral d'Afrique noire, Présence africaine.
- Gningue Youssou, (2009). L'intérêt d'un état fédéral africain démontré par la théorie des jeux. Pambazuka, no. 36.
- Konadjé Jean-Jacques, (2013). Quel rôle la Force en attente de la CEDEAO peut-elle jouer au Mali? Dossier ROP (Réseau de recherche sur les opérations de paix), Université de Montréal.